

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 14/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REFRESCO FRANCE

2885 ROUTE DES PANGONS
26260 Margès

Références : 16/04/2025
Code AIOT : 0003800080

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2025 dans l'établissement REFRESCO FRANCE implanté Chemin du Vivier à Prêtres 59530 Le Quesnoy. L'inspection a été annoncée le 17/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action régionale visant à contrôler les principaux détenteurs d'équipements frigorifiques ou climatiques. Elle est principalement axée sur le respect des prescriptions mentionnées dans le règlement européen 2024/573, dit F-Gaz, ainsi que dans le code de l'environnement et l'arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REFRESCO FRANCE
- Chemin du Vivier à Prêtres 59530 Le Quesnoy
- Code AIOT : 0003800080
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site d'embouteillage de la société REFRESCO France, construit en 2020, est situé sur la commune de Le Quesnoy dans le département du Nord (59). L'activité de REFRESCO France est encadrée par l'arrêté préfectoral du 26 mai 2016. Le site emploie environ 220 salariés sur 5 lignes de production.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Fluides frigos
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Fiches d'intervention	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82	Demande d'action corrective	2 mois
14	Étiquetage des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 12.3	Demande d'action corrective	15 jours
15	Marque de contrôle d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubrique ICPE 1185	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.511-9	Sans objet
2	Inventaire des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I - 3.3	Sans objet
3	Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet
4	Mise en service d'un équipement	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Registre	Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1	Sans objet
7	Contenu des fiches d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11	Sans objet
8	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-78	Sans objet
9	Contrôle périodique des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 5.6	Sans objet
10	Prévention des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3	Sans objet
11	Délai de réparation des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.5	Sans objet
12	Système de détection des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Sans objet
13	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	Sans objet
16	Marque de défaut d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le sujet des fluides frigorigènes est connu et maîtrisé par l'exploitant. Des non-conformités mineures ont été constatées sur l'étiquetage des équipements et l'apposition des macarons de contrôles d'étanchéité périodiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique ICPE 1185

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
Prescription contrôlée : Décret créant la rubrique 1185 : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage,

décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.

Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :

- a) Supérieure à 800 l (A)
- b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D)

2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :

- a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)
- b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)

3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :

1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :

- a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D)
- b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D)

2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)

Constats :

D'après l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 26 mai 2016, le site Refresco est autorisé, au titre de la rubrique 1185-2-a, à exploiter des équipements frigorifiques ou climatiques susceptibles de contenir, an quantité cumulée, jusqu'à 1805 kg de gaz fluoré de type hydrofluorocarbones (HFC).

D'après l'inventaire fourni par l'exploitant en amont de la visite d'inspection, l'exploitant n'emploie des équipements frigorifiques susceptibles de contenir que 59kg de HFC. Lors de la construction de l'usine en 2019, des choix d'investissement ont été modifiés, afin de privilégier des équipements fonctionnant à l'ammoniac et au CO2 plutôt qu'avec des HFC.

Cette modification a été portée à la connaissance de l'administration via un porter-à-connaissance transmis par l'exploitant en 2022, qui fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire prochainement afin d'acter les modifications et informations transmises. A compter de la publication de cet arrêté, et en l'absence d'éventuelles autres modifications ultérieures, le site de Refresco ne sera plus classé au titre de la rubrique 1185-2-a, la capacité maximale de fluide HFC susceptible d'être contenue dans les équipements de réfrigération du site étant dorénavant inférieure au seuil de 300 kg.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Inventaire des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I - 3.3

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.

Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis au service d'inspection un inventaire répertoriant 11 équipements de réfrigération ou de climatisation présents sur le site, quelle que soit leur capacité, supérieure ou inférieure à 2kg.

Cet inventaire contient les informations réglementaires (capacité unitaire et fluide contenu), ainsi que de nombreuses autres informations utiles à l'exploitant pour la gestion et le suivi de la thématique des gaz à effet de serre fluorés sur le site : références d'identification des équipements, localisation, périodicité de contrôle, présence d'un système permanent de détection de fuite, historique des fuites subies par l'équipement, ...

Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté sur site la présence d'équipements frigorifiques ou climatiques qui n'auraient pas été renseignés au sein de l'inventaire.

Une information a été faite auprès de l'exploitant sur la distinction entre les notions de circuit et d'équipement afin d'éviter toute confusion. Ces définitions sont rappelées au sein de la Foire aux Questions relative aux fluides frigorigènes diffusée par le Ministère de la Transition Ecologique à l'adresse suivante :

<https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/FAQ%20%20vf.pdf>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

3. L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO₂ ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.

[...]

Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes:

a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7;

<p>b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.</p>
<p>Constats :</p> <p>Actuellement, l'exploitant n'emploie sur site aucun équipement de réfrigération susceptible de contenir des gaz fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire serait supérieur à 2500.</p> <p>Une information est également faite à l'exploitant sur la modification du règlement FGaz 2024/573 en date du 7 février 2024. Depuis cette modification, à compter du 1er janvier 2032, l'utilisation de gaz à effet de serre fluoré vierge, de potentiel de réchauffement planétaire supérieur à 750 sera interdite pour la maintenance ou l'entretien des équipements concernés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mise en service d'un équipement

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le service d'inspection a contrôlé deux équipements frigorifiques dans le cadre de cette prescription réglementaire : le "container froid négatif petit forestier laboratoire" (équipement mobile loué à Refresco et utilisé par ce dernier) et le "bloc clim pour poste de garde".</p> <p>Pour ces deux équipements, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le formulaire Cerfa garantissant la réalisation d'un contrôle d'étanchéité périodique lors de la mise en service de l'équipement. Néanmoins, ces deux équipements ont depuis lors fait l'objet de contrôles d'étanchéité périodiques et sont à jour de cette obligation.</p> <p>Le container froid négatif a fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité en date du 11/10/2024, tandis que le bloc clim du poste de garde a fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité le 29/11/2024. Ces deux équipements sont soumis à un contrôle annuel.</p> <p>Les deux équipements étant à jour de leur obligation de contrôle périodique d'étanchéité, la</p>

situation est donc considérée comme régularisée et conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Fiches d'intervention

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.</p> <p>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le sécheur d'air comprimé C2 a fait l'objet d'un contrôle périodique d'étanchéité tracé par la fiche d'intervention n°1732778818 en date du 28/11/2024. Néanmoins, les précédentes interventions ayant fait l'objet du renseignement d'un formulaire Cerfa 15497 en raison de la manipulation de fluide frigorigène n'étaient pas archivées par l'exploitant.</p> <p>Lors du contrôle par échantillonnage, il a été constaté qu'il manquait régulièrement des fiches d'interventions des années passées pour les différents équipements du site. Ceci est non conforme au regard de l'obligation de l'exploitant de conserver l'ensemble de ces documents pendant une durée de 5 ans.</p> <p>Concernant l'obligation de signer conjointement les fiches d'intervention par l'opérateur et le détenteur, aucune non-conformité n'a été constatée lors de l'analyse des différentes fiches consultées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher des différents opérateurs intervenus sur site afin d'assurer l'exhaustivité de l'archivage des fiches d'intervention sur des équipements de réfrigération durant les 5 dernières années, soit depuis l'année 2021 incluse.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Registre

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1
--

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes:</p> <p>a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation;</p> <p>b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts;</p> <p>c) la quantité de gaz récupérée;</p> <p>d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat;</p> <p>e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations;</p> <p>f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites;</p> <p>g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des informations demandées dans le registre sont consignées au sein des fiches d'intervention au format Cerfa 15497. L'archivage organisé de ces fiches est donc considéré comme conforme au regard de l'obligation de registre.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant avait créé une arborescence numérique de dossiers et sous-dossiers, classant les fiches d'intervention par année, puis par prestataire intervenant. Cette méthodologie d'archivage est considérée comme conforme au regard de l'obligation de mise en œuvre d'un registre.</p> <p>Le défaut d'exhaustivité de cet archivage est traité au sein du point de contrôle numéro 5 relatif aux fiches d'intervention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
N° 7 : Contenu des fiches d'intervention
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement mentionne les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité prévue aux articles R. 543-99 à R. 543-107 ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée. Elle indique la nature, la quantité et l'installation de destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans l'équipement.</p> <p>Dans le cas où l'intervention relève d'une activité de catégorie I, II, III ou IV, telle que définie à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé, l'opérateur est tenu d'utiliser le formulaire CERFA n° 15497 (4) comme fiche d'intervention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des fiches d'intervention consultées au cours de la visite d'inspection étaient renseignées sur un formulaire Cerfa 15497 et intégraient l'ensemble des informations prévues par l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016.</p> <p>D'autre part, lors du contrôle par échantillonnage, il n'a pas été constaté de non-conformité sur les versions des formulaires Cerfa utilisés en fonction de la date des interventions consultées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Attestations des opérateurs

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-78</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.</p> <p>Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans</p>

un des Etats membres de l'Union européenne.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait intervenir deux opérateurs attestés sur son site : la SNEF et Petit Forestier. L'exploitant ne possédait pas de copie des attestations de capacité de chacune de ces deux sociétés. Néanmoins, à partir des numéros d'attestation de capacité indiqués sur les fiches d'intervention, il a pu être constaté sur le site Syderep de l'Ademe que ces attestations sont toujours en cours de validité et aucune non-conformité n'a été constatée.</p> <p>D'autre part, l'exploitant était en possession de copies des attestations d'aptitude de chaque personnel intervenant sur ses équipements frigorifiques. La copie de ce document fait partie intégrante du process de délivrance des plans de préventions, indispensables pour l'intervention sur site de personnel extérieur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5.6
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante:</p> <p>a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois;</p> <p>b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO2 ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO2 de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;</p> <p>c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO2 ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme détaillé au sein du point de contrôle numéro 4 relatif à la mise en service des équipements, le container froid négatif et la clim du poste de garde étaient à jour de leur contrôle périodique d'étanchéité. La clim bureaux logistique a également été contrôlée. Les trois derniers contrôles d'étanchéité étaient les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • contrôle d'étanchéité en date du 02/12/2022 tracé dans la fiche d'intervention n°1669985320-3 ;

- contrôle d'étanchéité en date du 06/12/2023 tracé dans la fiche d'intervention n°1701869631-4 ;
- contrôle d'étanchéité en date du 29/11/2024 tracé dans la fiche d'intervention n°1732887551.

Cet équipement étant soumis à une périodicité de contrôle annuelle, il est conforme à son obligation de contrôle d'étanchéité et sa date limite de validité n'est pas dépassée.

Un rappel a été fait auprès de l'exploitant sur le fait que les périodicités de contrôle s'entendent au jour le jour en se basant sur la date du précédent contrôle indiquée sur la fiche d'intervention Cerfa. Dès le 1er jour de dépassement de périodicité, l'équipement devient non-conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4.3

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

3. Les exploitants et les fabricants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz.

Constats :

L'exploitant a signé avec l'opérateur SNEF un contrat de de maintenance pour ses équipements frigorifiques et climatiques. Au-delà des obligations réglementaires, ce contrat mentionne une prestation de maintenance préventive sur l'ensemble des équipements de réfrigération, qu'ils soient ou non soumis à contrôle d'étanchéité périodique, afin de remplacer les filtres, joints, etc avant qu'ils ne deviennent défectueux et ne provoquent des fuites. Il est prévu de réaliser des interventions de maintenance préventive plusieurs fois par an sur chaque équipement. D'autre part, des contrôles d'étanchéité sont également contractualisés sur les équipements de réfrigération dont la capacité en HFC est inférieure à 5 Teq.CO2 et qui ne sont pas réglementairement soumis à contrôle.

L'ensemble de ces dispositions permet de garantir que l'exploitant est conforme au regard de son obligation de prendre toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Délai de réparation des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4.5

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

5. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants

d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié.

Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci. Pour les équipements mobiles énumérés à l'article 5, paragraphe 3, points a), b) et c), un contrôle d'étanchéité peut être effectué directement après une réparation.

Constats :

D'après les déclarations de l'exploitant, aucune fuite n'a été détectée sur les 11 équipements de réfrigération sur les années 2023, 2024 et 2025.

Ces propos sont confirmés par l'absence de constatation de recharge lors des opérations de maintenance sur les fiches d'intervention consultées par le service d'inspection et la mise en service récente (2019 à 2021) de l'ensemble des équipements concernés sous un format neuf.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Système de détection des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 6

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO₂ ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

[...]

3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

Constats :

D'après l'inventaire des équipements de réfrigération et les déclarations de l'exploitant, aucun équipement n'a une charge supérieure à 500 Teq.CO₂ de HFC ou à 100 kg de HFO. Par conséquent, aucun des équipements du site n'est contraint d'être associé à un système permanent de détection de fuite. Ce point de contrôle est donc conforme à la réglementation en vigueur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : I.- L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : - Les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.
Constats : Aucune fuite n'a été constatée au cours des 3 dernières années. Les déclarations d'émissions réalisées sur la plateforme Gerep par l'exploitant ne mentionnent donc aucune émissions de gaz fluorés et son conformes sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Étiquetage des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 12.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : 3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes: a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou que son fonctionnement est tributaire de ces gaz; b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, leur nom chimique; c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO2, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.
Constats : Lors de la visite du site, le bloc clim bureaux logistique et les groupes sécheurs C2 et C3 ont été contrôlés. Un étiquetage visible mentionnant la nature et la quantité de fluide (exprimée en kg) était apposé

sur chacun de ces équipements.
Néanmoins, la quantité de fluide contenue dans les équipements sècheur C2 et C3 n'était pas mentionnée en Teq.CO2. L'étiquetage n'est donc pas conforme à la réglementation en vigueur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant d'ajouter à l'étiquetage la mention de la quantité de gaz fluoré contenue dans les équipements concernés en Teq.CO2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 15 : Marque de contrôle d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, le bloc clim bureaux logistique et les groupes sècheurs C2 et C3 ont été contrôlés.</p> <p>Un macaron de contrôle en service mentionnant une date limite de validité du contrôle d'étanchéité cohérente avec leur fiche d'intervention respective était apposé sur chacun de ces équipements.</p> <p>Il est néanmoins rappelé à l'exploitant que, selon la réglementation en vigueur, "La nouvelle vignette est substituée à la précédente". Sur les trois équipements contrôlés, les trois derniers macarons de contrôle d'étanchéité étaient encore apposés sur les équipements.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de supprimer les macarons de contrôles d'étanchéité antérieurs en laissant uniquement le dernier macaron apposé sur l'équipement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 16 : Marque de défaut d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.</p> <p>La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.</p> <p>La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.</p> <p>Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté la présence d'équipements munis d'un macaron de défaut d'étanchéité qui seraient toujours en service, ou d'équipements présentant une fuite de gaz où le macaron de défaut d'étanchéité ne serait pas apposé sur l'équipement.</p> <p>Aucune non-conformité sur ce point n'a donc été constatée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite